

	Le mot du directeur	3
	Les missions de l'Ofival et de l'Onilait	5
1	La concertation professionnelle à l'Ofival et à l'Onilait	11
	1.1 Le Conseil de Direction de l'OFIVAL	12
	1.2 Le Conseil de Direction de l'ONILAIT	13
	1.3 Les autres instances de concertation	14
2	Les moyens de l'Ofival et de l'Onilait	17
	2.1 Les ressources humaines et leur gestion	18
	2.1.1 Les effectifs	18
	2.1.2 L'action sociale	18
	2.1.3 La formation professionnelle	18
	2.2 Les ressources financières et leur gestion	19
	2.2.1 Les budgets et leur exécution	19
	2.2.2 Les paiements effectués sur l'exercice	20
	2.2.3 Le contrôle de gestion	23
	2.3 Les moyens informatiques et leur gestion	24
	2.3.1 L'organisation et les moyens	24
	2.3.2 Les études informatiques : faits marquants de l'activité en 2005	25
	2.3.3 L'Infocentre	26
	2.3.4 La production informatique et le réseau	26
	2.3.5 La sécurité informatique	27
	2.4 La sécurité des systèmes d'information	27
3	Les missions d'expertise, d'assistance, d'information et de communication	29
	3.1 Les études	30
	3.1.1 Les instituts techniques	30
	3.1.2 Des cabinets d'études	30
	3.2 Les observatoires et enquêtes	31
	3.2.1 Les panels de consommation	31
	3.2.2 L'analyse des rentabilités et structures des entreprises des filières viandes	31
	3.2.3 L'observatoire des coûts et des marges des secteurs bovin et porcin	31
	3.2.4 L'observatoire des coproduits	31
	3.2.5 La collecte de lait et la fabrication de produits laitiers	32

3.3	La conjoncture	32
3.4	La veille économique et l'expertise	32
3.4.1	La négociation sur la libéralisation des échanges internationaux dans les secteurs viandes et lait	33
3.4.2	Le suivi des marchés des filières avicoles dans le contexte de la médiatisation de l'expansion de l'influenza aviaire à travers le monde	33
3.4.3	La fixation du prix du lait de vache à la production en France	33
3.4.4	La structure des exploitations laitières françaises et leur évolution en 2005	33
3.4.5	Les aides PAC à l'élevage	33
3.5	L'expertise qualité	34
3.6	L'expertise sur l'équarrissage	34
3.7	L'expertise juridique et réglementaire	35
3.7.1	Les comités de gestion	35
3.7.2	Le conseil juridique	35
3.8	La mission d'assistance à l'exportation	36
3.8.1	Les relations avec les pays de l'Union Européenne et les pays tiers	36
3.8.2	Les documents promotionnels	36
3.8.3	Le service en ligne EXPADON	36
3.8.4	L'expertise à l'exportation	37
3.9	L'information et la communication	38
3.9.1	La présence dans les salons	38
3.9.2	Les sites Internet d'information	38
3.9.3	Les sites Intranet	39
3.9.4	L'Office et la presse	39
3.9.5	Le centre de documentation	39

Les politiques d'orientation des productions et de développement des filières

4

4.1	Les actions contractualisées	42
4.1.1	Les secteurs laitiers	42
4.1.2	Le secteur bovin viande	43
4.1.3	Le secteur ovin viande	44
4.1.4	Le secteur porcin	44
4.1.5	Le secteur des volailles de chair	45
4.1.6	Le secteur des palmipèdes à foie gras	45
4.1.7	Le secteur cunicole	45
4.1.8	Le secteur équin	45
4.1.9	Le secteur caprin viande	45

4.2	Les conventions nationales génétiques	46
4.2.1	Le secteur laitier	46
4.2.2	Le secteur bovin viande	46
4.2.3	Le secteur ovin viande	46
4.3	Les aides à la production de produits sous signe de qualité	47
4.3.1	L'aide à la filière Label Rouge veaux sous la mère et veaux nourris au biberon	47
4.3.2	L'aide à la filière viande ovine sous signe officiel de qualité	47
4.3.3	L'amélioration de la qualité du lait et des produits laitiers	47
4.4	Les aides aux productions en zones difficiles	48
4.4.1	Les actions en faveur des productions laitières en zone de montagne	48
4.4.2	L'aide à l'amélioration de la qualité du porc en zones de montagne et piémont	48
4.5	Les autres aides nationales aux éleveurs	48
4.5.1	Le plan national bâtiments d'élevage bovin viande 2000 - 2004	48
4.5.2	Le programme national de relance de la production ovine	49
4.5.3	Le soutien aux projets de filière viande mis en œuvre dans le secteur de l'élevage des bovins et des ovins	49
4.5.4	L'aide à la cessation volontaire d'activité des éleveurs porcins en difficulté	49
4.5.5	Les interventions dans le secteur cunicole	49
4.5.6	Les interventions dans le secteur équin	49
4.5.7	Les actions en faveur de la filière brebis laitière	50
4.5.8	Les actions en faveur de la filière laitière caprine	50
4.6	Le plan de modernisation des bâtiments d'élevage pour les filières bovine, ovine et caprine mis en œuvre depuis 2005	50
4.7	Les aides aux entreprises	52
4.7.1	L'aide à la restructuration des organisations de producteurs	52
4.7.2	L'aide aux équipements des entreprises de mise en marché	52
4.7.3	L'aide aux investissements des entreprises d'abattage transformation	52
4.7.4	L'aide au développement technologique et à l'innovation	52
4.8	Les actions de promotion sur le marché intérieur	53
4.8.1	Les campagnes de communication mises en place par les filières bovine, ovine et chevaline	53
4.8.2	Les campagnes de communication mises en place par la filière porcine	53
4.8.3	Les campagnes de communication mises en place par la filière volaille	53
4.8.4	La campagne de communication en faveur des produits laitiers biologiques	54
4.8.5	Les campagnes de communication mises en place par la filière caprine	54
4.8.6	Les campagnes de communication cofinancées par l'Union Européenne	54
4.9	Les actions de promotion sur les marchés extérieurs	55

5

Fiabiliser les transactions sur le marché 57

- 5.1** Les cotations dans les secteurs viandes et lait 58
- 5.2** La pesée, le classement, le marquage des gros bovins (PCM) 58
 - 5.2.1 Le classement des carcasses 58
 - 5.2.2 Les formations PCM 59
 - 5.2.3 L'aide à l'acquisition de machines à classer 60
- 5.3** Le classement porcin 60

6

L'Ofival et l'Onilait, organismes payeurs des aides communautaires 61

- 6.1** L'agrément en tant qu'organisme payeur 62
- 6.2** Les aides aux éleveurs 62
 - 6.2.1 La prime spéciale aux bovins mâles 63
 - 6.2.2 La prime à l'abattage 63
 - 6.2.3 La prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes 64
 - 6.2.4 La prime à la brebis et à la chèvre 65
 - 6.2.5 L'aide directe laitière 65
- 6.3** La gestion des quotas laitiers 67
 - 6.3.1 Des modifications réglementaires importantes 67
 - 6.3.2 La campagne laitière 2004/2005 67
 - 6.3.3 La campagne laitière 2005/2006 69
 - 6.3.4 Programme d'aide à la cessation d'activité laitière (ACAL) 70
 - 6.3.5 Le développement de la production de lait dans les DOM 70
- 6.4** Le retrait du marché 71
 - 6.4.1 Les stockages publics 71
 - 6.4.2 Les stockages privés 71
 - 6.4.3 L'aide aux plus démunis 74
- 6.5** Les échanges extérieurs 76
 - 6.5.1 La gestion des certificats et des restitutions à l'exportation 76
 - 6.5.2 La gestion des certificats d'importation 80
 - 6.5.3 Le régime spécifique d'approvisionnement des DOM dans le secteur des viandes 81
- 6.6** Les aides à l'écoulement de produits laitiers sur le marché intérieur communautaire 82
 - 6.6.1 Le beurre « pâtissier-glacier » 82
 - 6.6.2 Le beurre pour les collectivités 85
 - 6.6.3 Le lait écrémé destiné à l'alimentation animale 86
 - 6.6.4 L'aide à la fabrication de caséine 87
 - 6.6.5 Le lait dans les écoles 88

6.7 Le contentieux juridictionnel	90
6.8 Les conséquences et les obligations en tant qu'organisme payeur	91
6.8.1 La certification des comptes	91
6.8.2 Les contrôles externes communautaires	91
6.8.3 Les contrôles externes nationaux	93
6.8.4 L'audit interne	93

7

Les contrôles 95

7.1 L'activité des contrôles	96
7.1.1 Le rapprochement des activités lait et viande	96
7.1.2 Détail de l'ensemble des contrôles réalisés	96
7.1.3 Les contrôles des mesures communautaires	97
7.1.4 Les contrôles des mesures nationales	98
7.2 L'exploitation des contrôles a posteriori	99
7.3 La coordination des suites de contrôle	100
7.4 La Commission de Conciliation des Litiges	100
7.5 Les analyses	100

Annexes 101

Annexes financières 117

